

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F 90 — 1620

30 AVRIL 1990. — Décret sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Définitions

Article 1er. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° « eau potabilisable » :

a) toute eau souterraine qui, naturellement ou après un traitement approprié physico-chimique ou microbiologique, donne une eau qui peut être bue sans danger pour la santé;

b) toute eau de surface ordinaire classée dans une zone de protection d'eau potabilisable établie en vertu de l'article 3 du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution et de ses arrêtés d'application.

2° « eau souterraine » : toute eau qui se trouve sous la surface du sol, dans la zone de saturation en contact direct avec le sol ou le sous-sol.

3° « eaux de surface ordinaires » : les eaux des voies navigables, les eaux des cours d'eau non navigables y compris leurs souterrains, les ruisseaux et rivières, même à débit intermittent en amont du point où ils sont classés comme cours d'eau non navigables, les eaux des lacs, des étangs et d'autres eaux courantes et stagnantes, à l'exception des eaux des voies artificielles d'écoulement telles que les rigoles, fossés ou aqueducs, affectées à l'évacuation des eaux pluviales ou d'eaux usées épurées.

4° « pollution » : le rejet de substances ou d'énergie dans les eaux souterraines, dans les eaux de surface ordinaire et dans les voies artificielles d'écoulement et ayant des conséquences de nature à mettre en danger la santé humaine ou l'approvisionnement en eau, à nuire aux ressources vivantes et au système écologique, ou à gêner d'autres utilisations légitimes des eaux;

5° « prise d'eau potabilisable » : opération de prélèvement d'eau potabilisable y compris l'épuisement d'afflux fortuits;

6° « ouvrages de prises d'eau potabilisable » : tous les puits, captages, drainages et en général tous les ouvrages et installations ayant pour objectif ou pour effet d'opérer une prise d'eau potabilisable, y compris les captages de sources à l'émergence;

7° « Exécutif » : l'Exécutif régional wallon;

8° « autorisation de prise d'eau » : arrêté par lequel l'Exécutif confère l'exploitation d'une prise d'eau potabilisable;

9° « mesures générales de protection » : mesures de protection des eaux potabilisables, applicables à tout le territoire de la Région wallonne;

10° « rejet » : introduction de substances et de matières dans les eaux potabilisables, avec ou sans cheminement dans le sol ou le sous-sol;

11° « travaux de démergement » : ensemble de travaux effectués en vue d'éviter des inondations dues à l'affaissement minier du sol ou de remédier à ces inondations par l'établissement d'ouvrages d'art;

12° « zone de prise d'eau » : aire géographique dans laquelle sont installés les ouvrages de surface des prises d'eau potabilisable;

13° « zone de prévention » : aire géographique dans laquelle le captage peut être atteint par tout polluant sans que celui-ci soit dégradé ou dissous de façon suffisante, sans qu'il soit possible de le récupérer de façon efficace;

14° « zone de surveillance » : aire géographique qui comprend le bassin ou partie de bassin d'alimentation et le bassin ou partie de bassin hydrogéologique qui sont susceptibles d'alimenter une zone de prise d'eau existante ou éventuelle.

CHAPITRE II. — Réglementation des prises d'eau potabilisable

Art. 2. § 1er. Les prises d'eau potabilisable sont subordonnées à l'octroi, par l'Exécutif, d'une autorisation préalable.

L'autorisation de prise d'eau détermine les droits et obligations du titulaire et notamment le volume annuel d'eau potabilisable qui peut être prélevé. Eventuellement, elle fixera les limites piézométriques, ainsi que les limites et le régime des débits de prélèvement.

L'autorisation vise également les modalités de contrôle du volume d'eau captée.

§ 2. En vue d'assurer l'exploitation rationnelle des eaux potabilisables, leur répartition équitable entre les titulaires, la protection des biens et la prévention des pollutions, l'Exécutif fixe les règles relatives aux conditions et formalités de délivrance et de retrait des autorisations.

L'autorisation ne devient effective que lorsque la zone de prise d'eau visée à l'article 10 est constituée.

§ 3. Les autorisations accordées en vertu du présent décret peuvent être consultées à l'administration régionale par tout tiers intéressé.

Art. 3. Les droits et obligations que retirent les titulaires d'une autorisation visée à l'article 2 sont incessibles.

Art. 4. § 1er. La prise d'eau potabilisable est soumise à une redevance annuelle. Le montant de cette redevance annuelle est fixé à trois francs par mètre cube d'eau captée. L'Exécutif détermine les règles relatives à la perception des redevances.

§ 2. Ne sont pas soumises à la redevance visée au § 1er les prises d'eau potabilisable souterraine suivantes :

1° les pompages effectués par les organismes de démergement dans le cadre de leur mission, à l'exception du volume d'eau qu'ils vendent ou qu'ils distribuent;

(1) Session 1989-1990.

Documents du Conseil, 151, nos 1, 2, 2 bis, 3 à 7. — Compte-rendu intégral, séance publique du 17 avril 1990. — Discussion générale. — Vote.

- 2° les pompages d'essai d'une durée n'excédant pas deux mois;
- 3° les pompages temporaires réalisés à l'occasion de travaux de génie civil publics ou privés;
- 4° les pompages destinés à protéger des biens à l'exception des pompages effectués à des fins industrielles ou lucratives;
- 5° les pompages géothermiques destinés au chauffage collectif d'habitations ou de bâtiments publics.

Art. 5. § 1er. Les services rendus par la Région visent à assurer la gestion, la prévention, la surveillance des eaux potabilisables et dans tous les cas à garantir la pérennité de la qualité de l'eau potabilisable.

§ 2. Les recettes mentionnées à l'article 4 seront affectées exclusivement à un fonds créé à cette fin au budget général de la Région wallonne.

Elles seront affectées au financement des moyens permettant d'atteindre l'objectif fixé au § 1er, énumérés ci-après :

- 1° les études effectuées en vue de l'installation de prises d'eau potabilisable et de la fixation de leurs zones de prévention;
- 2° l'études et la réalisation de puits d'essai en vue de la production d'eau potabilisable souterraine;
- 3° les études entreprises pour une meilleure connaissance des nappes d'eau souterraine, des eaux de surface ordinaires potabilisables et de leur gestion;
- 4° les indemnités d'expropriation prévues à l'article 10, § 2, et les indemnités prévues aux articles 13 et 15 en zone de prévention et en zone de surveillance, réalisées en vue de prévenir la pollution des eaux potabilisables;
- 5° les systèmes de surveillance des ressources d'eau potabilisables;
- 6° les prises d'échantillons et les analyses effectuées en vue d'assurer le respect des dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution;
- 7° les dépenses préventives en matières d'assainissement réalisées dans le cadre de la protection spécifique d'eaux souterraines, notamment :
 - les collecteurs de fuite en aval des stations d'épuration,
 - le traitement tertiaire, tel que la dénitrification, la déphosphatation,
 - le déplacement d'une station à l'intérieur d'une zone de prévention, tel que par le prolongement d'un collecteur amont.
- 8° les mesures d'urgence réalisées pour lutter contre la pollution des zones de prise d'eau;
- 9° le recensement des ressources aquifères de la Région, et l'inventaire des prises d'eau existantes et des débits d'eau captée.

§ 3. L'Exécutif détermine les conditions et modalités d'intervention du fonds visé au § 2.

Art. 6. L'Exécutif peut, par arrêt motivé, suspendre pour une durée déterminée, modifier ou retirer les autorisations visées à l'article 2, notamment dans les cas suivants :

- 1° la pollution de la nappe aquifère ou de l'eau de surface potabilisable, leurs détériorations naturelles ou du fait de l'homme, notamment par les pompages excessifs, les dommages aux biens provoqués par l'abaissement de la nappe, ou lorsqu'un de ces événements risque de se produire;
- 2° la prise d'eau est inutilisée, sur-utilisée ou trop largement sous-utilisée;
- 3° les conditions de l'autorisation ne sont pas respectées.

Art. 7. La révision des autorisations peut être demandée à tout moment :

- 1° par le titulaire d'un droit réel sur un bien ou par le locataire d'un bien qui est ou risque d'être endommagé par l'abaissement de la nappe aquifère souterraine provoqué par la prise d'eau concernée;
- 2° par le titulaire d'une autorisation de prise d'eau potabilisable établie antérieurement, si cette prise d'eau est ou risque d'être altérée en volume ou en quantité;
- 3° par le titulaire de la prise d'eau concernée.

L'Exécutif arrête les règles de procédure de révision.

Lorsqu'une demande de révision a été rejetée, le demandeur ne peut introduire une nouvelle demande à propos de la même prise d'eau que s'il invoque un élément nouveau.

CHAPITRE III. — Protection des eaux potabilisables contre la pollution

Section I. — Mesures générales de protection

Art. 8. Sans préjudice des dispositions relatives à la législation sur la protection des eaux de surface contre la pollution et relatives aux déchets, l'Exécutif prend tous les arrêtés nécessaires pour protéger les eaux potabilisables contre la pollution.

Il peut notamment interdire, réglementer ou soumettre à autorisation le rejet, ou le dépôt de matières qu'il déclare susceptibles de polluer les eaux potabilisables.

Sont interdits, les rejets directs et indirects des substances visées à l'annexe 1 de la Directive n° 80/68/CEE du 17 décembre 1979 concernant la protection des eaux souterraines contre la pollution causée par certaines substances dangereuses.

Art. 9. § 1er. Lorsque des renseignements individuels sont indispensables pour la préparation, l'élaboration ou l'exécution d'un règlement en matière de protection des eaux souterraines potabilisables contre la pollution, ou pour l'exécution des obligations internationales visées au § 2, l'Exécutif peut faire procéder à toutes les investigations nécessaires en vue de mettre ces renseignements à la disposition des services de la Région qu'il désigne.

Les renseignements individuels recueillis à cette occasion ne peuvent être utilisés qu'aux fins suivantes :

- a) application des autres articles du présent décret et de leurs arrêtés d'exécution;
- b) établissement des statistiques;
- c) recherche scientifique dans le domaine de la protection de l'environnement, à condition que le détenteur des données se soit engagé préalablement par écrit envers l'Exécutif à ne pas divulguer, laisser divulguer par des tiers, ni publier des données d'une manière qui serait à même de révéler des situations individuelles.

§ 2. Sans préjudice des compétences définies par la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles telle que modifiée par la loi du 8 août 1988, dans les matières visées par le présent décret, l'Exécutif arrête toute les mesures qui sont nécessaires pour assurer l'exécution des obligations découlant du Traité instituant la Communauté Economique Européenne et des actes pris par les autorités instituées par le Traité en matière d'eaux souterraines potabilisables, à l'exception des actes relatifs aux risques de pollution des eaux souterraines à partir des eaux de surface, ainsi que celles découlant des autres actes internationaux relatifs à la lutte contre la pollution des eaux souterraines potabilisables.

§ 3. L'Exécutif prend les règlements utiles en vue d'assurer la collecte des informations nécessaires pour établir les documents à communiquer aux organismes internationaux.

Section II. — Zones de prise d'eau

Art. 10. § 1er. L'Exécutif détermine :

- 1° les conditions des prises d'eau potabilisable;
- 2° les limites des zones de prise d'eau, ainsi que la procédure de délimitation de ces zones;
- 3° les cas où une modification de la zone de prise d'eau s'impose.

§ 2. Le titulaire de l'autorisation est tenu d'acquérir la propriété des biens immeubles situés à l'intérieur de la zone de prise d'eau, à moins que la Région n'en soit propriétaire.

L'Exécutif est habilité à poursuivre des expropriations en vue d'affecter les biens expropriés à l'organisation de la zone de prise d'eau.

§ 3. Ne sont autorisées, à l'intérieur d'une zone de prise d'eau, que les activités en rapport direct avec la production d'eau, en ce compris l'entretien et l'aménagement des prises d'eau potabilisables.

§ 4. Tout titulaire de l'autorisation est tenu d'assurer la protection des eaux potabilisables contre toute atteinte en provenance de la surface comprise dans la zone de prise d'eau, même du fait des tiers.

L'Exécutif peut prendre des arrêtés nécessaires à cette fin.

Section III. — Zones de prévention

Art. 11. § 1er. L'Exécutif détermine les prises d'eau potabilisables qui bénéficient d'une zone de prévention.

§ 2. La zone de prévention est établie et délimitée par l'Exécutif.

L'Exécutif détermine les modalités d'établissement des zones de prévention.

Art. 12. Sans préjudice des dispositions relatives à la législation sur la protection des eaux de surface contre la pollution et relatives aux déchets, l'Exécutif peut, à l'intérieur des zones de prévention, interdire, réglementer ou soumettre à autorisation : le transport, l'entreposage, le dépôt, l'évacuation, l'enfouissement, le rejet et l'épandage de matières susceptibles de polluer les eaux potabilisables et tous les ouvrages, activités, travaux, plantations et installations, ainsi que les modifications du sol et du sous-sol susceptibles de polluer les eaux potabilisables.

Art. 13. § 1er. Lorsqu'une mesure prise en exécution de l'article 12 emporte obligation de construire, de modifier ou de supprimer des constructions, installations, travaux, ouvrages ou plantations, ou d'arrêter, de réduire ou de reconverter une activité, les dommages directs et matériels en résultant sont indemnisés par le titulaire de l'autorisation, à défaut d'intervention de l'Exécutif en vertu des articles 21 et 22 du décret sur la protection des eaux de surface contre la pollution, du 7 octobre 1985, ou en vertu de la législation relative aux déchets.

L'alinéa premier n'est applicable qu'aux constructions, installations, travaux, ouvrages et plantations existants, et aux activités exercées, au jour de la demande de l'autorisation de prise d'eau.

§ 2. Lorsque plusieurs titulaires d'autorisation sont tenus d'indemniser conformément au § 1er, ils y contribuent proportionnellement aux volumes d'eau définis par l'autorisation de prise d'eau.

Tout nouveau titulaire d'autorisation qui s'établit dans une zone de prévention délimitée est tenu de rembourser aux titulaires d'autorisations délivrées antérieurement ou à la Région une partie du montant des indemnités payées par ces derniers.

L'Exécutif détermine les règles de calcul et les modalités de ce remboursement.

§ 3. En application de l'article 5, § 2, 4°, l'Exécutif peut intervenir et fixer les différents taux de son intervention dans l'indemnisation des mesures visées au § 1er, compte tenu du contexte hydrogéologique de la zone de prévention.

Art. 14. L'Exécutif peut soumettre l'octroi de l'autorisation de prise d'eau à l'acquisition de biens immeubles sis à l'intérieur de la zone de prévention.

Section IV. — Zones de surveillance

Art. 15. § 1er. L'Exécutif peut constituer et délimiter des zones de surveillance, dont il détermine les modalités d'établissement.

§ 2. Les articles 12 à 14 sont applicables aux zones de surveillance.

L'indemnisation visée à l'article 13 est assurée par la Région.

§ 3. Tout nouveau titulaire d'autorisation qui s'établit dans une zone de surveillance est tenu de rembourser à la Région le montant total ou partiel des indemnités payées par celle-ci. L'Exécutif détermine les règles de calcul et les modalités de ce remboursement.

Section V. — Dispositions complémentaires

Art. 16. La Commission créée par l'article 48 du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, remet un avis sur tous les projets d'arrêtés réglementaires pris en exécution du présent décret.

Art. 17. Les recharges et les essais de recharges artificielles des eaux souterraines sont soumis à autorisation de l'Exécutif.

L'Exécutif fixe les conditions d'autorisation, les modalités de surveillance et d'autres conditions éventuelles. Il établit les règles de procédure, de durée, et de retrait relatives à l'autorisation.

CHAPITRE IV. — Surveillance de l'exécution du décret et police administrative

Section I. — Surveillance

Art. 18. Sans préjudice des pouvoirs des officiers de police judiciaire, les agents désignés par l'Exécutif sont compétents pour surveiller l'exécution du décret et rechercher les actes qui contreviennent à celui-ci.

Ces agents peuvent procéder à tous examens, contrôles, enquêtes et recueillir tous renseignements jugés nécessaires.

Art. 19. Afin d'exercer cette surveillance, les agents désignés conformément à l'article 18 peuvent prélever des échantillons d'eau ou de matière.

L'analyse des échantillons est effectuée par un laboratoire agréé.

L'Exécutif fixe les règles de procédure en vue d'agréer des laboratoires.

Dans le cadre strict de leur mission, les agents désignés peuvent également pénétrer dans les installations pour autant que celles-ci ne soient pas un domicile ou ses dépendances au sens de l'article 10 de la Constitution.

Art. 20. Les agents désignés conformément à l'article 18 par l'Exécutif doivent dénoncer sans délai et au plus tard 15 jours après leur constatation, le non-respect des dispositions du décret à :

- l'autorité judiciaire si les faits sont constitutifs d'infraction;
- l'autorité communale pour la mettre en mesure d'exercer ses pouvoirs de police administrative;
- l'organisme distributeur d'eau concerné par les faits constatés;
- l'Administration régionale wallonne, Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, Division de l'Eau.

Section II. — Mesures de police administrative

Art. 21. Lorsque les agents désignés conformément à l'article 18 constatent des infractions au présent décret, ils peuvent, pour mettre fin à la situation irrégulière et en tous cas pour des raisons de sécurité ou de salubrité :

- interdire provisoirement l'utilisation d'installation et d'appareils qui ne sont pas en état de fonctionner de manière conforme au présent décret;
- saisir sur place les installations et appareils précités tant qu'ils ne sont pas en état de fonctionner régulièrement;
- prescrire l'immobilisation d'objets dangereux ou insalubres tant qu'ils conservent un de ces caractères;
- placer des scellés pour garantir les interdictions, saisies précitées et immobilisations;
- prescrire des mesures urgentes et provisoires de nature à réduire l'insécurité ou l'insalubrité résultant d'agissement qui contreviennent au décret;
- en cas d'extrême urgence, procéder ou faire procéder au rétablissement des lieux dans leur pristin état.

CHAPITRE V. — Sanctions

Section I. — Peines

Art. 22. § 1er. Est puni d'un emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de cent à cinq cent mille francs ou d'une de ces peines seulement :

1° Celui qui effectue une prise d'eau

- a) sans être titulaire de l'autorisation requise à l'article 2;
- b) sans respecter les conditions arrêtées en vertu de l'article 10, § 1er;
- c) en violation d'une suspension d'autorisation arrêtée en application de l'article 6.

2° Celui qui contrevient à une disposition prise en vertu des articles 8 et 12.

3° Celui qui s'oppose à l'exécution de la mission de contrôle et de surveillance dont sont investis les agents désignés conformément à l'article 18.

4° Celui qui élude, par des moyens frauduleux, le paiement des redevances mises à sa charge par le présent décret ou par ses arrêtés d'application.

5° Celui qui en contravention à l'article 17 opère des recharges ou des essais de recharges artificielles des eaux souterraines sans autorisation ou sans respecter les conditions arrêtées par l'Exécutif.

§ 2. Est puni d'une amende de vingt-six à dix mille francs celui qui, étant régulièrement invité à les fournir, s'abstient de communiquer des renseignements qui lui ont été demandés en vertu des articles 9, § 1er, et 9, § 3, et des arrêtés pris pour leur exécution.

§ 3. Est puni d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de vingt-six à dix mille francs ou d'une de ces peines seulement, celui qui contrevient aux arrêtés pris en vertu de l'article 9, § 2.

Section II. — Restitutions

Art. 23. Sans préjudice de l'application du chapitre XXIII du livre IV de la quatrième partie du Code judiciaire, le juge peut ordonner, aux frais du condamné

- la démolition d'installations établies en infraction aux dispositions du présent décret;
- la remise des lieux dans leur pristin état;
- l'exécution de mesures nécessaires à la suppression de l'infraction ou à la réduction de l'insécurité ou de l'insalubrité

Le juge peut également autoriser l'Administration à procéder à la remise en état des lieux ou à exécuter les mesures nécessaires et à en récupérer les frais à charge du condamné.

CHAPITRE VI. — Dispositions abrogatoires, transitoires et finales

Art. 24. Sont abrogés pour autant que de besoin en Région wallonne :

- 1° la loi du 1er août 1924 concernant la protection des eaux minérales et thermales;
- 2° l'arrêté-loi du 18 décembre 1946 instituant un recensement des réserves aquifères souterraines et établissant une réglementation de leur usage;
- 3° la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux souterraines;
- 4° la loi du 9 juillet 1976 relative à la réglementation de l'exploitation des prises d'eau souterraine;
- 5° les articles 49, 50, 3° à 5°, 50, 7°, et 51 à 57 du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, dans la mesure où ils concernent les eaux de surface ordinaires potabilisables.

Art. 25. § 1er. L'exploitation des prises d'eau souterraine et des eaux de surface ordinaires exercée conformément à la législation ancienne peut être poursuivie aux mêmes conditions pendant une période maximum de deux ans à dater de l'entrée en vigueur du présent décret, sans préjudice de l'application immédiate des articles 6 et 7.

§ 2. Lorsque l'Exécutif délimite une nouvelle zone de protection d'eau de surface potabilisable, l'exploitant de la prise d'eau située dans cette zone, antérieurement à sa constitution, dispose d'un délai d'un mois pour introduire une demande d'autorisation de prise d'eau potabilisable conformément au présent décret. Pendant la période d'instruction de cette demande par l'Exécutif, l'article 22, § 1er a, ne s'applique pas.

Art. 26. Les périmètres de protection établis sur base de la loi du 1er août 1924 concernant la protection des eaux minérales et thermales, constituent des zones de prévention prévues par le présent décret.

Sans préjudice d'une extension de ces périmètres, ni d'un renforcement des mesures de protection y applicables, les règles de protection établies en vertu de la loi visée à l'alinéa 1er restent d'application dans ces zones sauf dispositions contraires de l'Exécutif.

Art. 27. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Namur, le 30 avril 1990.

**Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,**

B. ANSKLAË

Le Ministre des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. COOLS

Le Ministre du Budget, des Finances et du Transport pour la Région wallonne,

A. DALEM

**Le Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature,
des Zonings industriels et de l'Emploi pour la Région wallonne,**

E. HISMANS

Le Ministre des Travaux publics pour la Région wallonne,

A. BAUDSON

**Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche, des Technologies
et des Relations extérieures pour la Région wallonne,**

A. LIENARD

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D 90 — 1620

30. APRIL 1990. — Dekret über den Schutz und die Gewinnung von aufbereitablem Wasser (1)

Der Wallonische Regionalrat hat das Folgende angenommen, und Wir, Exekutive, sanktionieren es :

KAPITEL I. — *Definitionen*

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Dekrets versteht man unter :

1. « aufbereites Wasser » :
 - a) alles Grundwasser, das auf natürliche Weise oder nach einer geeigneten chemisch-physikalischen oder mikrobiologischen Aufbereitung Wasser hervorbringt, welches getrunken werden kann, ohne die Gesundheit zu gefährden,
 - b) alles gewöhnliche Oberflächenwasser, das in eine aufgrund von Artikel 3 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung und seiner Anwendungserlasse errichtete Schutzzone für aufbereites Wasser eingestuft ist,
2. « Grundwasser » : alles unterirdische Wasser in der Sättigungszone, das in unmittelbarer Berührung mit dem Boden oder dem Untergrund steht,
3. « gewöhnliches Oberflächenwasser » : das Wasser der Schiffswege, das Wasser der nichtschiffbaren Wasserläufe — einschließlich ihrer unterirdischen Läufe — die Bäche und Flüsse, selbst diejenigen mit unregelmäßiger Wasserführung oberhalb des Punktes, an dem sie als nichtschiffbare Wasserläufe eingestuft sind, das Wasser der Seen, der Weiher und anderer fließender und stehender Gewässer mit Ausnahme des Wassers der künstlichen Abflüsse wie der Leitungen, Gräben oder Aquädukte für das Abfließen von Regenwasser oder von geklärtem Abwasser,
4. « Verschmutzung » : die Ableitung von Stoffen oder von Energie in das Grundwasser, in das gewöhnliche Oberflächenwasser und in die künstlichen Abflüsse, wenn dadurch die menschliche Gesundheit oder die Wasserversorgung gefährdet, die lebenden Bestände und das Ökosystem oder die sonstige rechtmäßige Nutzung der Gewässer behindert werden,
5. « Entnahme von aufbereitablem Wasser » : das Entnehmen von aufbereitablem Wasser, einschließlich des Ausschöpfens der Zufallszufüsse,
6. « Bauwerke zu Entnahme von aufbereitablem Wasser » : alle Brunnen, Fassungen, Dränagen und im allgemeinen alle Bauwerke und Anlagen, mit denen die Entnahme von aufbereitablem Wasser bezweckt oder bewerkstelligt wird, einschließlich der Fassungen von Quellen am Austritt,
7. « Exekutive » : die Wallonische Regionalexekutive,
8. « Genehmigung zur Wasserentnahme » : den Erlaß, durch den die Exekutive die Betreuung von Anlagen zur Entnahme von aufbereitablem Wasser überträgt,
9. « allgemeine Schutzmaßnahmen » : die Maßnahmen zum Schutz von aufbereitablem Wasser, die für das Gebiet der Wallonischen Region gelten,
10. « Ableitung » : die Einleitung von Substanzen und Stoffen in das aufbereitable Wasser mit oder ohne Boden- oder Untergrundpassage,

(1) *Sitzungsperiode 1989-1990.*

Ratsdokumente 151, Nrn. 1, 2, 2bis, 3 bis 7. — Ausführlicher Bericht, öffentliche Sitzung vom 17. April 1990. — Allgemeine Diskussion. — Abstimmung.

11. « Entwässerungsarbeiten » : die Arbeiten, die ausgeführt werden, um Überschwemmungen zu verhindern, die auf Setzungen des Bodens von Bergwerksgebieten zurückzuführen sind oder um diese Überschwemmungen durch die Anlage von Bauwerken zu beheben,

12. « Wasserentnahmezone » : den geographischen Bereich, in dem die Übertageanlagen zur Entnahme von aufbereitablem Wasser errichtet sind,

13. « Präventivzone » : den geographischen Bereich, in dem die Entnahmestelle von jedem Schadstoff erreicht werden kann, ohne daß dieser ausreichend abgebaut oder aufgelöst ist, ohne daß es möglich ist, ihn auf wirksame Weise abzuscheiden,

14. « Überwachungszone » : den geographischen Bereich, der das Sammelbecken oder einen Teil davon und das Grundwassereinzugsbecken oder einen Teil davon umfaßt, welche eine bestehende oder eine mögliche Wasserentnahmezone speisen können.

KAPITEL II. — Vorschriften über die Entnahme von aufbereitablem Wasser

Art. 2. § 1. Die Entnahme von aufbereitablem Wasser bedarf einer vorherigen Genehmigung der Exekutive.

Die Genehmigung zur Wasserentnahme bestimmt die Rechte und Verpflichtungen des Inhabers und insbesondere das jährliche Volumen aufbereitablem Wassers, das entnommen werden darf.

Sie legt eventuell die piezometrischen Grenzen sowie die Grenzen und die Strömung der jeweilig entnommenen Menge fest.

Die Genehmigung erwähnt auch die Modalitäten für die Kontrolle des gewonnenen Wasservolumens.

§ 2. Damit das aufbereitbare Wasser rationell gewonnen wird, auf gerechte Weise unter die Inhaber einer Genehmigung verteilt wird, damit die Güter geschützt und die Umweltschäden verhindert werden, bestimmt die Exekutive die Regeln über die Bedingungen und Formalitäten für die Erteilung und den Entzug der Genehmigungen.

Die Genehmigung wird erst wirksam, nachdem die in Artikel 10 erwähnte Wasserentnahmezone errichtet ist.

§ 3. Die aufgrund des vorliegenden Dekrets erteilten Genehmigungen können von jeder interessierten Drittperson bei der regionalen Verwaltung eingesehen werden.

Art. 3. Die Rechte und Pflichten, die eine Genehmigung im Sinne von Artikel 2 für die Inhaber mit sich bringt, sind nicht übertragbar.

Art. 4. § 1. Die Entnahme von aufbereitablem Wasser unterliegt einer jährlichen Gebühr. Der Betrag dieser jährlichen Gebühr ist auf drei Franken pro Kubikmeter gewonnenes Wasser festgesetzt. Die Exekutive bestimmt die Regeln über die Erhebung der Gebühren.

§ 2. Die Entnahme von aufbereitablem Grundwasser unterliegt nicht der in § 1 erwähnten Gebühr, wenn es dabei um folgende Arbeiten geht :

1. Pumparbeiten, die die Entwässerungsvereinigungen im Rahmen ihres Auftrags vornehmen, mit Ausnahme des Wasservolumens, das sie verkaufen bzw. das sie verteilen,
2. Pumpversuche, die nicht länger als zwei Monate dauern,
3. vorübergehende Pumparbeiten öffentlicher oder privater Tiefbauarbeiten,
4. Pumparbeiten zum Schutz von Gütern, mit Ausnahme der Pumparbeiten zu industriellen oder Erwerbszwecken,
5. geothermische Pumparbeiten zur zentralen Beheizung von Wohnungen oder vor öffentlichen Gebäuden.

Art. 5. § 1. Die von der Region geleisteten Dienste sollen die Bewirtschaftung, die Bewahrung, die Überwachung des aufbereitablem Wassers gewährleisten und in allen Fällen die Beständigkeit der Güte des aufbereitablem Wassers sichern.

§ 2. Die in Artikel 4 erwähnten Einnahmen werden ausschließlich einem Fonds zugeführt der zu diesem Zweck in allgemeinen Haushaltsplan der Wallonischen Region errichtet wird.

Sie werden für die Finanzierung der nachstehend aufgezählten Mittel bestimmt, durch die das in § 1 festgesetzte Ziel erreicht werden kann :

1. die Studien im Hinblick auf die Errichtung von Anlagen zur Entnahme von aufbereitablem Wasser und die Abgrenzung ihrer Präventivzonen;
2. die Planung und die Ausführung von Versuchsbrunnen im Hinblick auf die Gewinnung von aufbereitablem Grundwasser;
3. die Untersuchungen im Hinblick auf eine bessere Kenntnis des Grundwassers, des aufbereitablem gewöhnlichen Oberflächenwassers und auf ihre Bewirtschaftung.
4. die in Artikel 10, § 2, vorgesehenen Enteignungsschädigungen und die in den Artikeln 13 und 15 in bezug auf die Präventivzonen und die Überwachungszone vorgesehenen Entschädigungen, die geleistet werden, um die Verschmutzung des aufbereitablem Wassers zu verhindern,
5. die Systeme zur Überwachung der Vorkommen von aufbereitablem Wasser,
6. die Probenahmen und die Analysen zur Gewährleistung der Einhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Dekrets und seiner Durchführungserlasse;
7. die präventiven Ausgaben auf dem Gebiet der Sanierung, die im Rahmen des gezielten Schutzes von Grundwasser getätigt werden, und zwar insbesondere :
 - die Sammler von Leckwasser unterhalb der Kläranlagen,
 - die dritte Abwasserbehandlung wie die Denitrifikation, die Entphosphatung,
 - die Verlegung einer Kläranlage außerhalb einer Präventivzone wie z.B. durch die Verlängerung der Sammelleitung oberhalb einer Anlage,
8. die Sofortmaßnahmen zur Bekämpfung der Verschmutzung der Wasserentnahmezonen,
9. die Erfassung des Grundwasservorkommens der Region und die Bestandsaufnahme der bestehenden Wasserentnahmestellen und der gewonnenen Wassermengen.

§ 3. Die Exekutive bestimmt die Bedingungen und Modalitäten für eine Intervention des in § 2 erwähnten Fonds.

Art. 6. Die Exekutive kann die in Artikel 2 erwähnten Genehmigungen durch einen mit Gründen versehenen Erlaß für eine bestimmte Zeit aufheben, ändern oder entziehen, und zwar insbesondere in folgenden Fällen :

1. wenn Grundwasser oder aufbereitlebares Oberflächenwasser verschmutzt, auf natürliche Weise oder durch den Menschen, insbesondere durch Überpumpen, beschädigt werden ist, wenn wegen der Grundwasserabsenkung Schäden an den Gütern entstanden sind oder wenn die Gefahr besteht, daß einer dieser Vorfälle sich ereignet,

2. wenn die Wasserentnahmestelle nicht, übermäßig oder viel zu wenig benutzt wird,

3. wenn die Bedingungen der Genehmigung nicht eingehalten werden.

Art. 7. Die Revision der Genehmigungen kann jederzeit beantragt werden :

1. von dem Inhaber eines dinglichen Renten auf ein Gut bzw. vom Pächter eines Gutes, das wegen der durch die betreffende Wasserentnahme verursachte Grundwasserabsenkung beschädigt ist bzw. beschädigt werden kann,

2. von dem Inhaber einer vorher ausgestellten Genehmigung zur Entnahme von aufbereitablem Wasser, wenn diese Wasserentnahme hinsichtlich des Volumens oder der Menge beeinträchtigt ist oder eine solche Gefahr besteht,

3. vom Inhaber der betreffenden Wasserentnahmestelle.

Die Exekutive bestimmt die Regeln für das Revisionsverfahren.

Wenn ein Antrag auf Revision abgelehnt wird, darf der Antragsteller einen neuen Antrag in bezug auf dieselbe Wasserentnahmestelle nur einreichen sofern er einen neuen Punkt anführt.

KAPITEL III. — Schutz der aufbereitbaren Wassers gegen Verschmutzung**Abschnitt I. — Allgemeine Schutzmaßnahmen**

Art. 8. Unbeschadet der Bestimmungen über die Rechtsvorschriften in bezug auf den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung und über die Abfälle, beschließt die Exekutive alle notwendigen Erlasse, um das aufbereitbare Wasser gegen Verschmutzung zu bewahren.

Sie kann insbesondere die Ableitung oder die Ablagerung von Stoffen, die sie für solche erklärt, die aufbereites Wasser verunreinigen können, untersagen, regeln, einer Genehmigung unterwerfen.

Die direkten und indirekten Ableitungen der Stoffe, die in Anlage I zur Richtlinie Nr. 80/68/EWG vom 17. Dezember 1979 über den Schutz des Grundwassers gegen Verschmutzung durch bestimmte gefährliche Stoffe erwähnt sind, sind verboten.

Art. 9. § 1. Wenn individuelle Auskünfte unerlässlich sind für die Vorbereitung, Ausarbeitung oder Ausführung einer Regelung in Sachen Schutz des Aufbereitbaren Grundwassers gegen Verschmutzung oder für die Durchführung der in § 2 erwähnten internationalen Pflichten, kann die Exekutive alle Nachforschungen veranlassen, die erforderlich sind, um den von ihr bestimmten Dienststellen der Region diese Auskünfte zur Verfügung zu stellen.

Die individuellen Auskünfte, die aus diesem Anlaß eingeholt werden, dürfen nur zu folgenden Zwecken benutzt werden :

a) Anwendung der anderen Artikel des vorliegenden Dekrets und ihrer Durchführungserlasse,

b) Erstellung der Statistiken,

c) wissenschaftliche Forschung im Bereich Umweltschutz, und zwar unter der Bedingung, daß derjenige, der über die Angaben verfügt, sich der Exekutive gegenüber vorher schriftlich verpflichtet hat, keine Angaben, die individuelle Situationen verraten könnten, zu verbreiten, von Drittpersonen verbreiten zu lassen oder zu veröffentlichen.

§ 2. Unbeschadet der Befugnisse, die im Sondergesetz vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, so wie es durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 abgeändert worden ist, festgelegt sind, ordnet die Exekutive in dem im vorliegenden Dekret erwähnten Angelegenheiten alle Maßnahmen an, die notwendig sind, um die Durchführung der Pflichten, die sich aus dem Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und aus den Akten, die von durch der Vertrag eingesetzten Behörden in bezug auf das aufbereitbare Grundwasser beschlossen worden sind — mit Ausnahme der Akte bezüglich der Gefahr einer von Oberflächenwasser ausgehenden Grundwasserverschmutzung — ergeben, sowie der Pflichten zur gewährleisten, die sich aus den anderen internationalen Akten über die Bekämpfung der Verschmutzung des aufbereitbaren Grundwassers ergeben.

§ 3. Die Exekutive legt die geeigneten Regelungen fest, aufgrund welcher die Informationen eingesammelt werden können, die nötig sind, um die Dokumente für die internationalen Einrichtungen zu erstellen.

Abschnitt II. — Wassernahmezonen

Art. 10. § 1. Die Exekutive bestimmt :

1. die Bedingungen für die Entnahme von aufbereitablem Wasser,

2. die Grenzen der Wasserentnahmezonen sowie das Verfahren zur Abgrenzung dieser Zonen,

3. die Fälle, wo eine Änderung der Wasserentnahmezone erforderlich ist.

§ 2. Der Inhaber der Genehmigung muß das Eigentum der unbeweglichen Güter die innerhalb der Wasserentnahmezone gelegen sind, erwerben, außer wenn die Exekutive die Eigentümer ist.

Die Exekutive kann Enteignungen vornehmen, um die enteigneten Güter für die Errichtung der Wasserentnahmezone zu bestimmen.

§ 3. Innerhalb einer Wasserentnahmezone sind nur Tätigkeiten zugelassen, die in direktem Zusammenhang mit der Wassergewinnung, einschließlich der Wartung und der Einrichtung der Anlagen zur Entnahme von aufbereitablem Wasser, stehen.

§ 4. Jeder Inhaber der Genehmigung muß für den Schutz des aufbereitbaren Wassers gegen jede von der in der Wasserentnahmezone enthaltenen Fläche ausgehende Gefährdung, selbst durch Drittpersonen, sorgen.

Die Exekutive kann die zu diesem Zweck erforderlichen Erlasse beschließen.

Abschnitt III. — Präventivzonen

Art. 11. § 1. Die Exekutive bestimmt, welche Stellen zur Entnahme von aufbereitablem Wasser in einer Präventivzone liegen.

§ 2. Die Präventivzone wird von der Exekutive errichtet und abgegrenzt.

Die Exekutive bestimmt die Modalitäten für die Errichtung der Präventivzonen.

Art. 12. Unbeschadet der Bestimmungen bezüglich der Rechtsvorschriften über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung und bezüglich der Abfälle kann die Exekutive innerhalb einer Präventivzone folgendes verbieten, regeln oder einer Genehmigung unterwerfen : den Transport, die Lagerung, die Ablagerung, die Endlagerung, die Versenkung, die Ableitung und die Verteilung von Stoffen, die das aufbereitbare Wasser verunreinigen können, und alle Bauwerke, Tätigkeiten, Arbeiten, Anpflanzungen und Anlagen sowie die Änderungen des Bodens und des Untergrunds, die das aufbereitbare Wasser verseuchen können.

Art. 13. § 1. Wenn eine in Ausführung von Artikel 12 ergriffene Maßnahme die Verpflichtung mit sich bringt, Bauten, Anlagen, Arbeiten, Bauwerke oder Anpflanzungen zu errichten, zu ändern bzw. abzuschaffen oder eine Tätigkeit einzustellen, einzuschränken oder umzustellen, werden die dadurch entstandenen direkten und Sachschäden vom Inhaber der Genehmigung ersetzt, falls die Exekutive keine Zuschüsse aufgrund der Artikel 21 und 22 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung oder aufgrund der Rechtsvorschriften über die Abfälle gewährt.

Absatz eins findet nur Anwendung auf die bestehenden Bauten, Anlagen, Arbeiten, Bauwerke und Anpflanzungen und auf die Tätigkeiten, die am Tage der Eintragung der Genehmigung zur Wasserentnahme ausgeübt werden.

§ 2. Wenn mehrere Inhaber einer Genehmigung gemäß § 1 Schadenersatz leisten müssen, zahlen sie ihren Beitrag im Verhältnis zu dem in der Genehmigung zur Wasserentnahme jeweils bestimmten Wasservolumen.

Jeder neue Inhaber einer Genehmigung, der sich in einer abgegrenzten Präventivzone niederläßt, muß den Inhabern von früher ausgestellten Genehmigungen oder der Region einen Teil des Betrags der Entschädigungen, die letztere geleistet haben, zurückerstatten.

Die Exekutive bestimmt das Berechnungsverfahren und die Modalitäten für diese Rückerstattung.

§ 3. In Anwendung von Artikel 5, § 2, Nr. 4 kann die Exekutive sich an der Vergütung für die in § 1 erwähnten Maßnahmen beteiligen und die verschiedenen Sätze ihrer Beteiligung unter Berücksichtigung der hydrogeologischen Beschaffenheit der Präventivzone bestimmen.

Art. 14. Die Exekutive kann die Erteilung der Genehmigung zur Wasserentnahme vom Erwerb unbeweglicher Güter, die innerhalb der Präventivzone gelegen sind, abhängig machen.

Abschnitt IV. — Überwachungszonen

Art. 15. § 1. Die Exekutive kann Überwachungszonen errichten und abgrenzen, und sie bestimmt die Modalitäten für die Errichtung dieser Zonen.

§ 2. Die Artikel 12 bis 14 finden Anwendung auf die Überwachungszonen.

Die in Artikel 13 erwähnte Entschädigung wird von der Region gewährleistet.

§ 3. Jeder neue Inhaber einer Genehmigung, der sich in einer Überwachungszone niederläßt, muß der Region den Betrag der von ihr geleisteten Entschädigungen ganz oder teilweise zurückerstatten. Die Exekutive bestimmt das Berechnungsverfahren und die Modalitäten für diese Rückerstattung.

Abschnitt V. — Zusätzliche Bestimmungen

Art. 16. Der durch Artikel 48 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung gegründete Ausschuß gibt ein Gutachten über alle Entwürfe von Erlassen mit Verordnungsscharakter ab, die aufgrund des vorliegenden Dekrets beschlossen werden.

Art. 17. Die künstlichen Anreicherungen oder die Versuche von künstlichen Anreicherungen des Grundwassers müssen von der Exekutive genehmigt werden.

Die Exekutive bestimmt die Genehmigungsbedingungen, die Überwachungsmodalitäten und andere eventuelle Bedingungen. Sie legt die Regeln über das Verfahren, die Dauer und den Entzug der Genehmigung fest.

KAPITEL IV. — Überwachung der Durchführung des Dekrets und verwaltungspolizeiliche Maßnahmen

Abschnitt I. — Überwachung

Art. 18. Unbeschadet der Befugnisse der Amtspersonen der Gerichtspolizei sind die von der Exekutive benannten Bediensteten für die Überwachung der Durchführung des Dekrets und die Ermittlung der Handlungen, die gegen dieses verstoßen, zuständig.

Diese Bediensteten können sämtliche Tests, Kontrollen, Untersuchungen vornehmen und sämtliche Auskünfte einholen, die sie für nötig halten.

Art. 19. Zur Ausübung dieser Überwachung können die gemäß Artikel 18 benannten Bediensteten Proben von Wasser oder von Stoffen entnehmen.

Die Analyse der Proben wird von einem zugelassenen Labor durchgeführt.

Die Exekutive bestimmt die Regeln in bezug auf der Verfahren für die Zulassung der Laboratorien.

Die benannten Bediensteten können im genau bestimmten Rahmen ihres Auftrags ebenfalls die Anlagen betreten, sofern diese keine wohnsitz oder seine Nebengebäude im Sinne von Artikel 10 der Verfassung sind.

Art. 20. Die gemäß Artikel 18 von der Exekutive benannten Bediensteten müssen die Nichtbeachtung der Bestimmungen des Dekrets unverzüglich und spätestens 15 Tage nach ihrer Feststellung anzeigen bei :

- der Gerichtsbehörde, wenn der Sachverhalt den Tatbestand eines Verstoßes darstellt,
- der Gemeindeverwaltung, um dieser die Möglichkeit zu geben, ihre verwaltungspolizeilichen Befugnisse auszuüben,
- der von dem festgestellten Sachverhalt betroffenen Wasserversorgungseinrichtung.
- der Wallonischen Regionalverwaltung, Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser.

Abschnitt II. — Verwaltungspolizeiliche Maßnahmen

Art. 21. Wenn die gemäß Artikel 18 benannten Bediensteten Verstöße gegen das vorliegende Dekret feststellen, können sie, um der irregulären Situation ein Ende zu setzen und auf alle Fälle aus Sicherheits- und hygienischen Gründen :

- die Benutzung von Anlagen und Geräten, die nicht gemäß dem vorliegenden Dekret betriebsfähig sind, vorläufig verbieten,
- die vorerwähnten Anlagen und Geräte an Ort und Stelle beschlagnahmen, solange diese nicht ordnungsgemäß betriebsfähig sind,
- die Stilllegung gefährlicher oder gesundheitsschädlicher Gegenstände vorschreiben, solange diese eine dieser Eigenschaften bewahren,
- die Siegel anlegen, um die vorerwähnten Verbote, Beschlagnahmen und Stillungen zu sichern,
- Sofort- und vorübergehende Maßnahmen vorschreiben, die die durch die Verstöße gegen das Dekret entstandene Unsicherheit oder Gesundheitsschädlichkeit einschränken können,
- in einem äußerst dringenden Fall die Wiederherstellung des Platzes in seinem vorherigen Zustand vornehmen oder vornehmen lassen.

KAPITEL V. — Sanktionen

Abschnitt I. — Strafen

Art. 22. § 1. Folgende Person wird mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu drei Jahren und mit einer Geldstrafe von hundert bis zu fünfhunderttausend Franken oder mit nur einer dieser Strafen belegt :

1. diejenige, die Wasser entnimmt :

- a) ohne die in Artikel 2 verlangte Genehmigung zu besitzen,

b) ohne die aufgrund von Artikel 10, § 1, festgelegten Bedingungen einzuhalten;
 c) unter Verletzung einer in Anwendung von Artikel 6 beschlossenen zeitweiligen Aufhebung einer Genehmigung.

2. diejenige, die gegen eine aufgrund der Artikel 8 und 12 beschlossenen Bestimmung verstößt,
3. diejenige, die sich der Durchführung der Kontroll- und Überwachungsaufgabe der gemäß Artikel 18 benannten Bediensteten widersetzt,
4. diejenige, die durch betrügerische Mittel die Zahlung der Gebühren umgeht, mit denen das vorliegende Dekret oder seine Durchführungserlasse sie belasten,
5. diejenige, die in Übertretung des Artikels 17 künstliche Anreicherungen bzw. Versuche von künstlichen Anreicherungen des Grundwassers vornimmt, ohne die Genehmigung dazu zu haben oder ohne die von der Exekutive festgelegten Bedingungen zu beachten.

§ 2. Wer regelmäßig aufgefordert wird, die aufgrund der Artikel 9, § 1, und 9, § 3, und ihrer Durchführungserlasse verlangten Auskünfte zu erteilen, und dies unterläßt, wird mit einer Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zu zehntausend Franken belegt.

§ 3. Wer gegen die Erlasse verstößt, die aufgrund von Artikel 9, § 2, beschlossen worden sind, wird mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu einem Monat und einer Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zu zehntausend Franken oder mit nur einer dieser Strafen belegt.

Abschnitt II. — Wiederherstellung des früheren Zustandes

Art. 23. Unbeschadet der Anwendung von Kapitel XXIII von Buch IV des vierten Teils des Gerichtsgesetzbuches kann der Richter folgendes auf Kosten des Verurteilten verfügen :

— den Abbruch von Anlagen, die in Übertretung der Bestimmungen des vorliegenden Dekrets errichtet worden sind,

— die Wiederherstellung des Platzes in seinem vorherigen Zustand,
 — die Durchführung von Maßnahmen, die erforderlich sind, um die Übertretung zu beheben oder die Unsicherheit bzw. die Gesundheitsschädlichkeit einzuschränken.

Die Richter kann der Verwaltung ebenfalls erlauben, die Wiederherstellung des Platzes vorzunehmen oder die erforderlichen Maßnahmen auszuführen und die diesbezüglichen Kosten zu Lasten des Verurteilten einzutreiben.

KAPITEL VI. — Aufhebungs-, Übergangs- und Schlußbestimmungen

Art. 24. Sofern es nötig ist, wird in der Wallonischen Region folgendes aufgehoben :

1. das Gesetz vom 1. August 1924 über den Schutz von Mineral- und Thermalwasser,
2. der Gesetzerlaß vom 18. Dezember 1946 zur Einführung einer Bestandsaufnahme der Grundwasserreserven und zur Festlegung einer Regelung ihrer Benutzung,
3. das Gesetz vom 26. März 1971 über den Schutz des Grundwassers,
4. das Gesetz vom 9. Juli 1976 über die Regelung der Nutzung von Unterflurhydranten,
5. die Artikel 49, 50 Nrn. 3 bis 5, Nr. 7 und 51 bis 57 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung, soweit sie aufbereites gewöhnliches Oberflächenwasser betreffen.

Art. 25. § 1. Die Betreibung der Anlagen zur Entnahme von Grundwasser und gewöhnlichem Oberflächenwasser gemäß den früheren Rechtsvorschriften darf unbeschadet der sofortigen Anwendung der Artikel 6 und 7 während eines Zeitraums von höchstens zwei Jahren ab Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets unter den gleichen Bedingungen fortgeführt werden.

§ 2. Wenn die Exekutive eine neue Schutzzone für aufbereites Oberflächenwasser abgrenzt, verfügt der Betreiber der vor ihrer Errichtung in diesem Gebiet gelegenen Wasserentnahmestelle über eine Frist von einem Monat, um eine Genehmigung zur Entnahme von aufbereitem Wasser gemäß dem vorliegenden Dekret zu beantragen. Während des Zeitraums, in dem die Exekutive den diesbezüglichen Antrag prüft, kommt Artikel 22, § 1, Lit. a, nicht zur Anwendung.

Art. 26. Die aufgrund des Gesetzes vom 1. August 1924 über den Schutz von Mineral- und Thermalwasser festgelegten Schutzbereiche sind Präventivzonen im Sinne des vorliegenden Dekrets.

Unbeschadet einer Erweiterung dieser Bereiche und einer Verschärfung der darin anzuwendenden Schutzmaßnahmen finden die aufgrund des in Absatz 1 erwähnten Gesetzes bestimmten Schutzregeln vorbehaltlich anderslautender Bestimmungen der Exekutive weiterhin Anwendung in diesen Zonen.

Art. 27. Vorliegendes Dekret tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, am 30. April 1990.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
 beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B: ANSELME

Der Minister der Lokalen Behörden, der Bezugsarbeiten und des Wassers für die Wallonische Region,

A. COOLS

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und des Transportwesens für die Wallonische Region,

A. DALEM

Der Minister der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur, der Industriezonen
 und der Beschäftigung für die Wallonische Region,

E. HISMANS

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten für die Wallonische Region,

A. BAUDSON

Der Minister der Raumordnung, der Forschung, der Technologien und der Auswärtigen Beziehungen
 für die Wallonische Region,

A. LIENARD

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N 99 — 1620

30 APRIL 1990. — Decreet over de bescherming en de exploitatie van water dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt (1)

De Waalse Gewestraad heeft goedgekeurd en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet dient te worden verstaan onder :

- 1° « water dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt » :
- a) alle grondwater dat natuurlijk of na een aangepaste fysisch-chemische of microbiologische verwerking, water oplevert dat zonder gevaar voor de gezondheid kan worden gedronken;
- b) alle gewoon oppervlaktewater dat wordt ingedeeld in een krachtens artikel 3 van het decreet van 7 oktober 1985 over de bescherming van het oppervlaktewater en de uitvoeringsbesluiten ervan vastgestelde beschermingszone van water dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt.
- 2° « grondwater » : alle water dat zich onder de grondoppervlakte bevindt, in het verzadigingsgebied dat direct in contact is met de grond of de ondergrond.
- 3° « gewoon oppervlaktewater » : het water van de bevaarbare waterwegen, dat van de onbevaarbare waterlopen met inbegrip van hun ondergrondse trajecten, de beken en de rivieren, zelfs met onregelmatig debiet, stroomopwaarts van het punt waar zij als onbevaarbare waterlopen worden ingedeeld, het water van meren, vijvers en ander stromend en stilstaand water, met uitzondering van het water van kunstmatige afvoerwegen zoals : afvoergoten, putten of duikers bestemd voor de afvoer van regenwater of van gezuiverd afvalwater.
- 4° « verontreiniging » : het lozen van stoffen of energie in het grondwater, in het gewone oppervlaktewater of in de kunstmatige afvoerwegen waarvan de gevolgen dusdanig zijn dat hierdoor de gezondheid van de mens of de watervoorziening in gevaar kunnen worden gebracht, de levende rijkdommen en het ecologisch systeem worden geschaad of waardoor andere wettige gebruiksmogelijkheden van het water kunnen worden gehinderd.
- 5° « winplaats van water dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt » : verrichting die bestaat in het opvangen van water dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt met inbegrip van de uitputting van toevallige toestromingen.
- 6° « werken voor het opvangen van water dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt » : alle putten, opvangplaatsen, dreineerinstallaties en over het algemeen alle werken en installaties die tot doel of tot gevolg hebben water dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt te winnen, met inbegrip van het opvangen van bronnen op het uitloeiingspunt.
- 7° « Executieve » : de Waalse Gewestexecutieve.
- 8° « waterwinningsvergunning » : besluit waardoor de Executieve de exploitatie van een winplaats van water dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt, gunt.
- 9° « algemene beschermingsmaatregelen » : maatregelen getroffen met het oog op de bescherming van het oppervlaktewater die op het grondgebied van het Waalse Gewest van toepassing zijn.
- 10° « afvoer » : het inbrengen van stoffen en materies in het water dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt, met of zonder loop in de grond of in de ondergrond.
- 11° « ontwateringswerken » : werken uitgevoerd met het oog op het voorkomen van overstromingen ten gevolge van mijnverzakkingen van de grond of het verhelpen van die overstromingen door het bouwen van kunstwerken.
- 12° « waterwingebied » : het geografische gebied waar de werken voor het winnen van water dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt, zijn gevestigd.
- 13° « voorkomingszone » : het geografische gebied waar de waterwinning door verontreinigende stoffen kan worden bereikt, zonder dat die stoffen op voldoende wijze worden verzwakt of opgesloten, zonder dat het doeltreffend kan worden teruggewonnen.
- 14° « toezichtszone » : de geografische zone die het watervoorzieningsgebied of een gedeelte ervan en het hydrogeologische gebied of een gedeelte ervan omvat die een bestaand of eventueel waterwingebied kunnen voorzien.

HOOFDSTUK II. — *Reglementering van de winplaatsen van water dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt*

Art. 2. § 1. De winplaatsen van water dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt, worden onderworpen aan de verlening door de Executieve van een voorafgaande vergunning.

De waterwinningsvergunning bepaalt de rechten en verplichtingen van de houder ervan en, met name, de jaarlijkse hoeveelheid water dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt, die mag worden opgevangen. De vergunning zal eventueel de piezometrische perken en de waterhuishouding van de opgavehoeveelheden vaststellen.

De vergunning heeft ook betrekking op de modaliteiten inzake controle van de hoeveelheid opgevangen water.

§ 2. Ten einde voor de rationele exploitatie van het water dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt, de billijke verdeling ervan tussen de houders, de bescherming van de goederen en voor de voorkoming van de verontreinigingen te zorgen, stelt de Executieve de regelen vast met betrekking tot de voorwaarden en de formaliteiten inzake toekenning en intrekking van vergunningen.

De vergunning heeft alleen uitwerking wanneer het in artikel 10 bedoelde waterwingebied wordt gevestigd.

§ 3. Iedere betrokken derde kan de krachtens dit besluit verleende vergunningen raadplegen bij de gewestelijke administratie.

(1) *Zitting 1989-1990.*

Stukken van de Raad, 151, nrs. 1, 2, 2 bis, 3 tot 7. — *Volledig verslag*, openbare vergadering van 17 april 1990. — *Algemene bespreking*. — *Stemming*.

Art. 3. De rechten en verplichtingen die de houders van een vergunning hebben, zijn niet vatbaar voor overdracht.

Art. 4. § 1. De winplaats van water dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt, wordt onderworpen aan een jaarlijkse retributie. Het bedrag van die jaarlijkse retributie wordt vastgesteld op 3 frank per opgevangen kubieke meter water. De Executieve bepaalt de regelen met betrekking tot de inning van de retributie.

§ 2. De volgende winningen van grondwater dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt, zijn niet onderworpen aan de in § 1 vermelde retributie :

- 1° de door de ontwateringsinstellingen in het kader van hun opdracht verrichte pompingen, met uitzondering van de hoeveelheid water die zij kopen of verdelen;
- 2° de proefpompingen die niet langer dan twee maanden duren;
- 3° de tijdelijke pompingen die worden verricht ter gelegenheid van werken van openbare of private burgerlijke bouwkunde;
- 4° de pompingen met het oog op het beschermen van goederen, met uitzondering van pompingen die worden verricht voor industriële of winstgevendende doeleinden;
- 5° de geothermische pompingen bestemd voor het collectief verwarmen van woningen of openbare gebouwen.

Art. 5. § 1. De door het Gewest verleende diensten trachten voor het beheer, de voorkoming van en het toezicht op het drinkbaar te zorgen en in ieder geval het duurzaam karakter van de kwaliteit van het water dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt, te waarborgen.

§ 2. De in artikel 4 vermelde opbrengsten zullen uitsluitend worden bestemd voor een daartoe in de algemene begroting van het Waalse Gewest opgericht fonds.

Die opbrengsten zullen worden aangewend voor de financiering van de hierna vermelde middelen waarmee het mogelijk zal zijn het in § 1 vastgestelde doel te bereiken, namelijk :

- 1° de studies verricht met het oog op de vestiging van winplaatsen van water dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt en op de vaststelling van de voorkomingsgebieden ervan;
 - 2° de bestudering en de uitvoering van proefputten met het oog op de productie van grondwater dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt;
 - 3° de studies die worden verricht ten einde de grondwaterlaag, het gewoon oppervlaktewater dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt en hun beheer beter te kennen;
 - 4° de in artikel 10, § 2 en in de artikelen 13 en 15 voorziene vergoedingen voor de onteigeningen verricht in de voorkomings- en toezichtzone ten einde de verontreiniging van het water dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt te voorkomen;
 - 5° de toezichtssystemen van de drinkbaar te maken watervoorraden;
 - 6° de monsternemingen en analyses die worden verricht ten einde voor de inachtneming van de bepalingen van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan te zorgen;
 - 7° de preventieve uitgaven inzake aanzuivering die worden verricht in het kader van de specifieke bescherming van het grondwater, met name :
 - de verzamelplaatsen voor lekken die stroomafwaarts van de zuiveringsstations zijn gelegen,
 - de eindbehandeling zoals de stikstofafbraak, het ontfosfatiseren,
 - de verplaatsing van een station buiten de voorkomingszone zoals door de ontwikkeling van een stroomopwaartse gelegen verzamelaar;
 - 8° de dringende maatregelen die worden getroffen ten einde de verontreiniging van de waterwinplaatsen te bestrijden;
 - 9° de telling van de grondwaterhulpbronnen van het Gewest en de inventaris van de bestaande waterwin en van de opgevangen waterdebieten.
- § 3. De Executieve bepaalt de voorwaarden en modaliteiten inzake tegemoetkoming van het in § 2 bedoelde fonds.

Art. 6. De Executieve kan bij een met redenen omkleed de in artikel 2 vermelde vergunningen voor een bepaalde duur opschorsen, wijzigen of intrekken, met name in de volgende gevallen :

- 1° bij verontreiniging van de waterlaag of van het oppervlaktewater dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt, hun natuurlijke verslechtering of de verslechtering ervan door de mens, met name ten gevolge van excessieve pompingen, de schade veroorzaakt aan de goederen ten gevolge van de verlaging van de waterlaag of wanneer één van die gebeurtenissen dreigt voor te komen;
- 2° wanneer de waterwinning ongebruikt, overgebruikt of te ondergebruikt is;
- 3° wanneer de voorwaarden van de vergunning niet in acht worden genomen.

Art. 7. Er kan op elk ogenblik om herziening van de vergunningen worden gevraagd door :

- 1° de houder van een zakelijk recht op een goed of door de huurder van een goed dat wordt of kan worden beschadigd door de verlaging van de ondergrondse waterlaag ten gevolge van de betrokken waterwinning;
- 2° de houder van een vooraf opgemaakte vergunning tot winning van water dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt, wanneer het volume of de hoeveelheid van die waterwinning wordt of nadelig kan worden beïnvloed;
- 3° de houder van de betrokken waterwinning.

De Executieve stelt de regelen van de herzieningsprocedure vast.

Wanneer een herzieningsaanvraag werd verworpen, mag de aanvrager slechts een nieuwe aanvraag in verband met dezelfde waterwinning indienen, als hij zich op een nieuwe element beroept.

HOOFDSTUK III. — Bescherming tegen verontreiniging van het water dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt

Art. 8. Onverminderd de bepalingen met betrekking tot de wetgeving op de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging en met betrekking tot de afvalstoffen, neemt de Executieve alle besluiten die noodzakelijk zijn om het water dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt, tegen verontreiniging te beschermen.

Zij kan met name het lozen of opslaan van stoffen die het water dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt, kunnen verontreinigen, verbieden, reglementeren of aan vergunning onderwerpen.

Het direkt of indirect lozen van stoffen bedoeld in bijlage 1 van de richtlijn nr. 80/68/EEG van 17 december 1979 met betrekking tot de bescherming van het grondwater tegen de verontreiniging veroorzaakt door bepaalde gevaarlijke stoffen is verboden.

Art. 9 § 1. Wanneer individuele inlichtingen noodzakelijk zijn voor de voorbereiding, de uitwerking of de uitvoering van een reglementering inzake bescherming van het grondwater dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt tegen verontreiniging of voor de uitvoering van de in § 2 bedoelde internationale verplichtingen, kan de Executieve elk onderzoek uitvoeren dat noodzakelijk is ten einde die inlichtingen ter beschikking te stellen van de diensten van het Gewest die zij aanwijst.

De bij die gelegenheid verzamelde individuele inlichtingen mogen alleen voor de volgende doeleinden worden gebruikt :

- a) toepassing van de andere artikelen van dit decreet en van zijn uitvoeringsbesluiten;
- b) opmaken van statistieken;
- c) wetenschappelijk onderzoek inzake bescherming van het leefmilieu, voor zover de bezitter van de gegevens zich er ten opzichte van de Executieve vooraf schriftelijk toe verbindt noch die gegevens te verspreiden of door derden te laten verspreiden noch te publiceren op zulke manier dat individuele toestanden onthuld zouden kunnen worden.

§ 2. Onverminderd de bevoegdheden bepaald door de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen zoals gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, stelt de Executieve in de bij dit decreet bedoelde materies alle maatregelen vast die noodzakelijk zijn om de uitvoering van de verplichtingen die voortvloeien uit het Verdrag tot instelling van de Europese Economische Gemeenschap en van de akten genomen door de door het Verdrag ingestelde overheden inzake drinkbaar te maken grondwater waarborgen, met uitzondering van de akten betreffende risico's op verontreiniging van het grondwater vanuit het oppervlaktewater, alsmede de verplichtingen die voortkomen uit andere internationale akten met betrekking tot de bestrijding van de verontreiniging van het grondwater dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt.

§ 3. De Executieve neemt de nuttige reglementen ten einde voor de verzameling van de gegevens te zorgen die noodzakelijk zijn om de aan de internationale instellingen mede te delen documenten op te maken.

Afdeling II. — Waterwinningszones

Art. 10. § 1. De Executieve bepaalt :

- 1° de voorwaarden van de winplaatsen van water dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt;
 - 2° de grenzen van de waterwinningszones alsmede de procedure voor de afbakening van die zones;
 - 3° de gevallen waarin een wijziging van de waterwinningszones is vereist;
 - 2° De houder van de vergunning is verplicht de eigendom van de onroerende goederen gelegen binnen de waterwinningszone te verkrijgen, behalve indien het Gewest de eigenaar ervan is.
- De Executieve wordt gemachtigd verder te onteigenen ten einde de onteigende goederen voor de inrichting van de waterwinningszone te bestemmen.

§ 3. Binnen een waterwinningszone worden slechts de activiteiten gemachtigd die direkt betrekking hebben op de waterproductie, met inbegrip van het onderhoud en de aanleg van de winplaatsen van water dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt.

§ 4. Elke houder van vergunning is ertoe gehouden te zorgen voor de bescherming van het water dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt tegen elke, zelfs door derden, aantasting die uit de oppervlakte begrepen in de waterwinningszone voortkomt.

De Executieve kan daartoe de noodzakelijke ministeriële besluiten nemen.

Afdeling III. — Voorkomingszones

Art. 11. § 1. De Executieve bepaalt de winplaatsen van water dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt, die een voorkomingszone genieten.

§ 2. De voorkomingszone wordt vastgelegd en afgebakend door de Executieve.

De Executieve bepaalt de modaliteiten inzake vestiging van de voorkomingszones.

Art. 12. Onverminderd de bepalingen met betrekking tot de wetgeving op de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging en met betrekking tot de afvalstoffen kan de Executieve binnen de voorkomingszones verbieden, reglementeren of aan vergunning onderwerpen : het vervoeren, opslaan, deponeren, afvoeren, ingraven, storten en uitstrooien van stoffen die het water dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt, kunnen verontreinigen en alle kunstwerken, activiteiten, werken, beplantingen en installaties, alsook wijzigingen van de bodem en van de ondergrond die het water verontreinigen dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt.

Art. 13. § 1. Wanneer als gevolg van een maatregel genomen in uitvoering van artikel 12, gebouwen, inrichtingen, werken, kunstwerken of beplantingen moeten worden gebouwd, verbouwd of gesloopt, of wanneer werkzaamheden moeten worden stopgezet, beperkt of omgeschakeld, is de houder van vergunning, bij gebreke aan tegemoetkoming van de Executieve krachtens de artikelen 21 en 22 van het decreet van 7 oktober 1985 op de bescherming van het oppervlaktewater of krachtens de wetgeving betreffende de afvalstoffen, ertoe gehouden de daaruit voortvloeiende rechtstreekse en materiële schade te vergoeden.

Het eerste lid is slechts van toepassing op de bestaande gebouwen, inrichtingen, werken, kunstwerken en beplantingen en op de op de dag van de aanvraag tot waterwinning uitgeoefende werkzaamheden.

§ 2. Wanneer overeenkomstig § 1 verschillende houders van een vergunning verplicht zijn een vergoeding te storten, betalen zij hun aandeel daarin naar rata van de waterhoeveelheden bepaald in de waterwinningsvergunning.

Elke nieuwe houder van een vergunning die zich in een afgebakende voorkomingszone vestigt, wordt ertoe gehouden de houders van de vooraf toegekende vergunningen of het Gewest een deel van het bedrag van de door hen betaalde vergoedingen terug te betalen.

De Executieve bepaalt de berekeningsregelen en de terugbetalingsmodaliteiten.

§ 3. Met toepassing van artikel 5, § 2, 4°, kan de Executieve optreden en de verschillende percentage van haar tegemoetkoming in de vergoeding van de in § 1 bedoelde maatregelen vaststellen, rekening houdend met de hydrogeologische situatie van de voorkomingszone.

Art. 14. De Executieve kan de toekenning van de vergunning van de waterwinning afhankelijk maken van het aankopen van de onroerende goederen gelegen binnen de voorkomingszone.

Afdeling IV. — Toezichtszones

Art. 15. § 1. De Executieve kan toezichtszones vaststellen en afbakenen waarvan zij de vestigingsmodaliteiten bepaalt.

§ 2. De artikelen 12 tot 14 zijn van toepassing op de toezichtszones.

Het Gewest zorgt voor de in artikel 13 bedoelde vergoeding.

§ 3. Elke nieuwe houder van een vergunning die zich in een toezichtszone vestigt, wordt ertoe gehouden het bedrag van de door het Gewest betaalde vergoeding geheel of gedeeltelijk terug te betalen aan het Gewest. De Executieve bepaalt de berekeningsregelen en de modaliteiten van die terugbetaling.

Afdeling V. — Aanvullende bepalingen

Art. 16. De door het decreet van 7 oktober 1985 op de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging opgerichte Commissie brengt advies uit over alle ontwerpen van verordeningbesluit genomen krachtens dit decreet.

Art. 17. De vullingen en kunstmatige vullingspogingen van ondergrondwater zijn aan een vergunning onderworpen.

De Executieve stelt de vergunningsvoorwaarden, de toezichtsmodaliteiten en de andere eventuele voorwaarden vast. Zij stelt de regelen inzake procedure, duur en intrekking in verband met de vergunning vast.

HOOFDSTUK IV. — *Toezicht op de uitvoering van het decreet en administratieve politie**Afdeling I. — Toezicht*

Art. 18. Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie, zijn de daartoe door de Executieve aangewezen ambtenaren gerechtigd om op de uitvoering van het decreet toezicht te houden en overtredingen van dit decreet op te sporen en vast te stellen.

Die ambtenaren kunnen analyses, controles en onderzoeken verrichten en alle inlichtingen die zij noodzakelijk achten inwinnen.

Art. 19. Ten einde dit toezicht uit te oefenen, kunnen de overeenkomstig artikel 18 aangewezen ambtenaren water- of stofmonsters nemen.

De analyse van die monsters wordt verricht door een erkend laboratorium.

De Executieve bepaalt de procedureregelen voor de erkenning van de laboratoria.

In het strikte kader van hun opdracht hebben de aangewezen ambtenaren eveneens toegang tot alle installaties, voor zover die in de zin van artikel 10 van de Grondwet geen woonplaats of bijgebouwen ervan zijn.

Art. 20. De overeenkomstig artikel 18 door de Executieve aangewezen ambtenaren moeten onverwijld en uiterlijk 15 dagen na hun vaststelling, die niet-inachtneming van de bepalingen van het decreet mededelen aan :

- de gerechtelijke overheid indien de feiten een overtreding vormen;
- de gemeentelijke overheid om haar in staat te stellen haar bevoegdheden van administratieve politie uit te oefenen;
- het Waalse gewestelijke bestuur, Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Afdeling van het Water.

Afdeling II. — Maatregelen van administratieve politie

Art. 21. Wanneer de overeenkomstig artikel 18 aangewezen ambtenaren overtredingen van dit decreet vaststellen, kunnen zij om een einde te maken aan een onwettige toestand en in ieder geval om veiligheids- of gezondheidsredenen :

- het gebruik van installaties en toestellen die met toepassing van dit decreet niet in staat zijn op wettelijke wijze te functioneren, voorlopig verbieden;
- ter plaatse de voormelde installaties en toestellen in beslag nemen, zolang zij niet in staat zijn op wettelijke wijze te functioneren;
- de vastlegging van gevaarlijke of ongezonde voorwerpen bevelen zolang zij één van die eigenschappen bezitten;
- de inrichtingen en toestellen verzegelen om de voormelde verboden, inbeslagnemingen en vastleggingen te waarborgen;
- dringend en voorlopige maatregelen treffen die de onveiligheid of ongezondheid die uit handelingen of overtreding van het decreet voortkomen, kunnen beperken;
- bij dringende noodzakelijkheid de plaatsen in hun oorspronkelijke staat herstellen of doen herstellen.

HOOFDSTUK V. — *Sankties**Afdeling I. — Strafbepalingen*

Art. 22. § 1. Met een gevangenisstraf van acht dagen tot drie jaar en met een geldboete van honderd tot vijfhonderdduizend frank, of met één van die straffen alleen, wordt gestraft :

1° Hij die water wint :

- a) en niet in het bezit is van de in artikel 2 vereiste vergunning;
- b) en de krachtens artikel 10, § 1, vastgestelde voorwaarden niet in acht neemt;
- c) in overtreding van een met toepassing van artikel 6 vastgestelde opschorsing van de vergunning.

2° Hij die een bepaling genomen krachtens de artikelen 8 en 12 niet naleeft.

3° Hij die zich verzet tegen de uitvoering van de opdrachten van controle en toezicht waarmee de overeenkomstig artikel 18 aangewezen ambtenaren zijn belast.

4° Hij die met bedrieglijke middelen de betaling van de retributies die krachtens dit decreet of de uitvoeringsbesluiten ervan te zijnen laste vallen, niet nakomt.

5° Hij die zonder vergunning of zonder de door de Executieve vastgestelde voorwaarden in acht te nemen, in overtreding van artikel 17 vullingen of kunstmatige vullingspogingen van ondergrondwater, verricht.

§ 2. Met een geldboete van zesentwintig tot tienduizend frank, of met één van die straffen alleen, wordt gestraft diegene die zich ervan onthoudt de inlichtingen die het krachtens de artikelen 9, § 1 en 9, § 3, en krachtens de voor de uitvoering ervan genomen besluiten, werden gevraagd.

§ 3. Met een gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en met een geldboete van zesentwintig tot tiendertig frank, of met één van die straffen alleen, wordt gestraft diegene die van de krachtens artikel 9, § 2, genomen besluiten overtreedt.

Afdeling II. — Terugbetalingen

Art. 23. Onverminderd de toepassing van hoofdstuk XXIII van Boek IV van deel vier van het Gerechtelijk Wetboek, kan de rechter, op kosten van de veroordeelde, het volgende bevelen :

- het afbreken van de installaties die zijn opgericht in overtreding van dit decreet;
- het herstellen van de plaatsen in hun oorspronkelijke staat;
- de uitvoering van de maatregelen die voor de afschaffing van de overtreding of de vermindering van de onveiligheid of de ongezondheid noodzakelijk zijn.

De rechter kan eveneens het Bestuur machtigen de plaatsen in hun oorspronkelijke staat te herstellen of de noodzakelijke maatregelen te treffen en de kosten ervan ten laste van de veroordeelde te innen.

HOOFDSTUK VI. — Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen

Art. 24. In het Waalse Gewest worden opgeheven :

- 1° de wet van 1 augustus 1924 omtrent de bescherming der minerale of thermale wateren;
- 2° de besluitwet van 18 december 1946 waarbij tot het houden van een telling der grondwaterreserves en tot invoering van een reglementering van het gebruik besloten wordt;
- 3° de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van het grondwater;
- 4° de wet van 9 juli 1976 betreffende de reglementering van de exploitatie van grondwaterwinningen;
- 5° de artikelen 49, 50, 3° tot 5°, 50, 7°, en 51 tot 57 van het decreet van 7 oktober 1985 op de bescherming van het oppervlaktewater tegen de vervuiling, voor zover zij oppervlaktewater dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt, betreffen.

Art. 25, § 1. De exploitatie van grondwaterwinningen en van het gewone oppervlaktewater uitgevoerd overeenkomstig de vroegere wetgeving kan onder dezelfde voorwaarden worden voortgezet gedurende een periode van maximum twee jaar met ingang van de inwerkingtreding van dit decreet, onverminderd de onmiddellijke toepassing van de artikelen 6 en 7.

§ 2. Wanneer de Executieve een nieuwe beschermingszone van water dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt, afbakt, beschikt de exploitant van de in dit zone gelegen waterwinning, voor de inrichting ervan, over een termijn van één maand om overeenkomstig dit decreet een vergunningsaanvraag voor een winplaats van water dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt, in te dienen. Gedurende de periode waarin de Executieve die aanvraag onderzoekt, is artikel 22, § 1, a, niet van toepassing.

Art. 26. De op basis van de wet van 1 augustus 1924 omtrent de bescherming der minerale of thermale wateren bepaalde beschermingsomtrekken vormen de in dit decreet voorziene voorkomingszones.

Onverminderd de uitbreiding van die omtrekken of een versterking van de desbetreffende beschermingsmaatregelen, blijven de krachtens de wet bedoeld in het eerste lid bepaalde beschermingsmaatregelen in die zones van toepassing, behoudens onderscheidende bepalingen van de Executieve.

Art. 27. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen op 30 april 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve
belast met de Economie, de K.M.O.'s en het Gewestelijk Openbaar Ambt,
B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,
A. COOLS

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Vervoer,
A. DALEM

De Minister van het Waalse Gewest voor Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden en Tewerkstelling,
E. HISMANS

De Minister van het Waalse Gewest voor Openbare Werken,
A. BAUDSON

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening, Onderzoek,
Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
A. LIENARD

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,
G. LUTGEN